

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANDROL ex-RAILTECH INTERNATIONAL

Zone industrielle du bas pré
BP 9
59590 Raismes

Références : V2/2026-022
Code AIOT : 0007002134

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement PANDROL ex-RAILTECH INTERNATIONAL implanté Zone industrielle du bas pré BP 9 59590 Raismes. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur les suites données aux constats réalisés lors de la visite d'inspection précédente du 22/02/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANDROL ex-RAILTECH INTERNATIONAL
- Zone industrielle du bas pré BP 9 59590 Raismes

- Code AIOT : 0007002134
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société PANDROL à Raismes sont réparties en 3 départements :

- soudure aluminothermique (charges et consommables nécessaires à la réalisation sur site des soudures des rails) :
 - préparation des oxydes de fer ;
 - fabrication de charges de soudure (mélange aluminium et oxydes de fer) ;
 - fabrication de consommables (moules, briquettes, bouchons, douilles, creusets jetables) ;
- électrification : fabrication d'isolateurs pour les transports urbains ;
- matériel de voie : atelier mécanique de montage, réparation et entretien du matériel de voie et d'électrification.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont historiquement autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 1985.

Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 2021.

Les activités sont soumises à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2523 : fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité de production de produits réfractaires est de 50 t/j ;
- 2566-1 : nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique. La capacité volumique des fours de traitement des oxydes de fer est de 16 670 l.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.2.1	Demande d'action corrective	30 jours
4	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.5.2, 8.6.3.2 et 2.1.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formiate de méthyle	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1 et 9.5	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La quantité maximale de formiate de méthyle présente sur le site (liquide inflammable de catégorie 1) est respectée et les conditions de stockages sont satisfaisantes.

L'exploitant dispose d'un plan des zones à risque mais doit s'attacher à harmoniser ses représentations des risques incendie.

Suite à la mise en œuvre d'une seconde réserve incendie sur le site, réceptionnée par les services du SDIS, la disponibilité des moyens nécessaires permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie est assurée.

L'exploitant dispose de consignes écrites relatives :

- aux modalités de mise en œuvre du dispositif de confinement du site en situation d'urgence ;
- à la vérification mensuelle de la fonctionnalité du dispositif de confinement du site.

En revanche, les documents opérationnels doivent en complément présenter le principe de gestion des eaux de ruissellement sur le site (situation normale d'exploitation) et le principe sur lequel repose la mise en confinement du site (eaux de ruissellement et eaux d'extinction incendie) en situation d'urgence qui n'est connu que du Responsable Maintenance.

Les constats de la visite d'inspection conduisent l'inspection des installations classées à formuler 2 faits avec suites administratives, avec demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formiate de méthyle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1 et 9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formiate de méthyle
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation du 30/07/2021</u> Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique de classement	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (*)
[...]			
4330	<p>L i q u i d e s inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t.</p>	<p>Un liquide inflammable de catégorie 1 est présent sur le site : le formiate de méthyle.</p> <p>La quantité présente sur le site est de 8 t</p>	D

--	--	--	--

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration)

Article 9.5 Dispositions particulières applicables à la rubrique 4330 (D) - liquides inflammables de catégorie 1

[...]

9.5.1 Récipients mobiles

Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients mobiles fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques.

L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.

9.5.2 Conditions de stockage

Les liquides inflammables sont stockés en rayonnage ou en palettier. La hauteur de stockage est limitée à 4 m par rapport au sol intérieur.

[...]

Dossier de porter à connaissance référencé KA20.03.007 du 26/10/2021

Conditions de stockage du formiate de méthyle : Conteneur REI120, température régulée

Constats :

La visite d'inspection n'a porté que sur une unique matière dangereuse : le formiate de méthyle au regard des risques présentés et du seuil SEVESO bas s'élevant à 10 t.

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2025, la quantité de formiate de méthyle présente sur le site s'élevait à 3,8 t.

Cette quantité a été constatée physiquement lors de la visite terrain :

- stockage : 4 palettes x 4 fûts de 190 kg ;
- encours de production : 1 palette x 4 fûts de 190 kg.

La visite d'inspection a permis de constater pour le stockage de formiate de méthyle :

- la présence d'un conteneur dédié avec rétention intégrée suffisamment dimensionnée, température régulée, REI120, détection optique (fumées) et détection de température avec report d'alarme sur la centrale incendie ;
- stockage en rayonnage ;

<ul style="list-style-type: none"> - stockage en rayonnage ; - hauteur de stockage inférieure à 4 m ; - fûts métalliques correctement étiquetés. <p>Pour les encours de production, l'exploitant s'est récemment doté d'un second conteneur d'un seul niveau. Les fûts métalliques présents sont correctement étiquetés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.2.1 Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ; • Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ; • Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins. <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la précédente visite d'inspection du 22/02/2024</u></p> <p>L'examen du plan des zones à risques (référéncé DOC/S/RAISMES/SITE/SEC/003) a amené l'inspection à formuler plusieurs observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les risques incendie, le plan présente 2 types de représentations différentes (bandes rouges et blanches pleines vs bandes rouges et blanches non pleines) mais non spécifiquement légendées. Interrogé, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas de différence, qu'il s'agissait d'une question de résolution sur le plan. <p>L'exploitant s'attachera à harmoniser ses représentations de catégories de risques (<i>Observation 3</i>).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les cuves de CO2 sont identifiés comme zone à risques sans en préciser la nature. <p>L'exploitant identifiera la nature des risques encourus (<i>Observation 4</i>).</p> <p><u>Constats de la présente visite d'inspection du 04/12/2025</u></p>

<p>L'exploitant a présenté le plan des zones à risques modifié intégrant l'observation 4 formulée lors de la visite d'inspection précédente.</p> <p>En revanche, le plan n'a pas été modifié en lien avec l'observation 3. L'exploitant s'est engagé à le modifier rapidement.</p>
<p>Faits avec demande d'action corrective¹ : Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant s'attachera à harmoniser ses représentations des risques incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf. demande formulée directement dans les constats.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.7.3 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>En complément des systèmes de détection et d'extinction automatiques définis à l'article 8.4.4.1 du présent arrêté, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ; • de la mise à disposition d'une quantité d'eau pour l'extinction d'au minimum 540 m³ utilisables pendant deux heures (soit 270m³/h). Les moyens pour atteindre cet objectif seront les suivants : d'une réserve d'eau incendie de volume garanti de 360 m³ disposant de deux aires de mise en station. <p>Cette réserve d'eau est équipée de 3 prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter</p> <p>Les plateformes permettant la mise en station des engins pour la mise en œuvre de la réserve d'eau respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> largeur minimale utilisable de 4 m sur une longueur de 10 m minimum ; force portante 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3 m 60 minimum et présentant une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm² ; pente comprise entre 2 et 7 %; distance du PEI (point d'eau incendie) : 5 m maximum ; matérialisation au sol avec un panneau d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de lutte contre l'incendie. <p>de moyens d'extinction complémentaires permettant d'atteindre un volume d'eau d'extinction total de 540 m³ sur 2 heures. Ces moyens sont constitués par des poteaux incendie privés munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;</p>

[...]

Les points d'eau incendie privés doivent être implantés, numérotés, signalés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.

Le procès-verbal de réception des points d'eau incendie de la réserve d'eau incendie est à transmettre au SDIS dès réception.

[...]

L'exploitant dispose à tout moment de justificatif permettant de démontrer l'adéquation entre les besoins en eaux d'extinction et les débits/volumes disponibles sur le site.

Constats :

Constats de la précédente visite d'inspection du 22/02/2024

Dans son dossier de porter à connaissance référencé KA20.03.007 du 26/10/2021, l'exploitant a présenté les modifications des conditions d'exploitation de son établissement.

Les besoins en eaux d'extinction incendie liés à ces modifications restent inférieurs aux besoins actuellement prescrits par l'arrêté préfectoral du 30/07/2021 (540 m³).

Par courrier de la DREAL du 23/12/2021, l'exploitant a été autorisé à mettre en œuvre ces modifications dans l'attente d'un arrêté préfectoral complémentaire à venir.

La visite d'inspection du 22/02/2024 a permis de constater :

- la présence d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 360 m³ équipée de 3 prises de raccordement. Cette réserve a fait l'objet d'une réception par les services du SDIS en date 28/04/2022. Le courrier établi par le SDIS à cette occasion est daté du 02/06/2022 et a été présenté à l'inspection.
- la présence de 2 poteaux incendie privés sur le site.

Les moyens de défense sont correctement signalés.

Le rapport de vérification des débits des poteaux (vérification du 07/06/2023) établi par la société SUEZ fait état des débits suivants :

- poteau 1 : 76 m³/h sous 1 bar ;
- poteau 2 : 71 m³/h sous 1 bar.

Aucune mesure des débits en simultané n'est présentée.

Les moyens en eaux d'extinction disponibles sont :

- en l'absence de mesure des débits des poteaux en simultané, seul le débit de $76 \text{ m}^3/\text{h}$ sous 1 bar peut être pris en considération soit 152 m^3 sur 2 heures ;
- volume auquel est ajouté le volume de la réserve : 360 m^3 ;
- soit un volume total de 512 m^3 inférieurs aux 540 m^3 prescrits.

Ces constats ont amené l'inspection à formuler les suites administratives suivantes : La disponibilité des moyens nécessaires permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie n'est pas établie (*Faits avec demande de justificatif 1*)

Suites données par l'exploitant

Par courriel du 01/08/2024, l'exploitant a indiqué :

« Une première vérification a montré un dysfonctionnement sur le poteau incendie proche de l'usine B. Celui-ci a été changé en semaine 30.

La vérification des débits simultanés du 25/07/2024 démontre que le débit est insuffisant. En effet, nous avons un débit simultané à 1 bar de $24 \text{ m}^3/\text{h}$. Ce qui démontre un manque de 84 m^3 (besoin de 540 m^3 - réserve de 360 m^3 - débit de $24 \text{ m}^3/\text{h} \times 2 \text{ h} \times 2 \text{ poteaux} = 84 \text{ m}^3$).

Nous avons consulté cette semaine la société qui nous a installé la réserve actuellement présente afin d'installer une réserve supplémentaire en eau (180 m^3). »

Par courriel du 13/09/2024, l'exploitant informait l'inspection que la commande de la réserve de 180 m^3 avait été engagée le 05/09/2024.

Par courriel du 18/12/2024, l'exploitant informait l'inspection que la réserve de 180 m^3 avait été installée puis devait être mise en eau le 19/12/2024.

Par courriel du 07/04/2025 l'exploitant transmettait à l'inspection la reconnaissance opérationnelle initiale de ce point d'eau incendie délivrée par le SDIS en date du 07/04/2025.

Constats de la présente visite d'inspection du 04/12/2025

La visite terrain a permis de constater :

- la présence d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 360 m^3 équipée de 3 prises de raccordement ;
- la présence d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 180 m^3 équipée de 3 prises de raccordement ;
- la présence de 2 poteaux incendie privés sur le site.

Les moyens de défense sont correctement signalés.

La disponibilité des moyens nécessaires permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie est assurée.

En séance, l'exploitant a présenté le plan de localisation des poteaux incendie (référéncé DOC/S/RAISMES/SITE/SEC/048, version 3 du 07/02/2025). Celui-ci a été mis à jour suite à l'implantation de la nouvelle réserve incendie et fait apparaître :

- les 2 poteaux incendie privés présents sur le site ;
- les 2 poteaux incendie publics présents à proximité ;
- les 2 réserves incendie et leur volume respectif (360 m³ et 180 m³).

Observation 1 : Le titre du document pourrait utilement évoluer puisqu'il concerne la localisation des poteaux incendie mais également celle des réserves en eau d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 8.5.2, 8.6.3.2 et 2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

8.5.2 Dispositif de confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 863 m³.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

8.6.3.2 Consignes générales

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler sur le site.

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article

[...]

2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Constats de la précédente visite d'inspection du 22/02/2024

La visite d'inspection du 22/02/2024 a permis de constater :

- la présence d'un bassin mixte de tamponnement-confinement équipé en sortie d'une vanne de sectionnement motorisée avant rejet des effluents, secourue par un groupe électrogène.

L'examen des modalités de mise en œuvre a amené l'inspection à formuler les suites administratives suivantes :

- Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les responsabilités en matière de mise en œuvre du dispositif de confinement des eaux sur le site. Seules 3 personnes du service Maintenance (responsable et 2 coordinateurs) ont connaissance des modalités de mise en œuvre du dispositif de confinement. Néanmoins les modalités de mise en œuvre du dispositif de confinement ne font l'objet d'aucune consigne écrite (*Faits avec demande d'action corrective 1*).
- Selon les informations du service Maintenance, la vanne guillotine ferait l'objet d'une manipulation mensuelle afin d'en vérifier le caractère fonctionnel. Néanmoins, cette vérification ne fait l'objet d'aucune consigne écrite (vérification à effectuer), ni de traçabilité (registre des vérifications/contrôles/opérations d'entretien effectués) (*Faits avec demande d'action corrective 2*).

La visite d'inspection n'a pas porté sur le volume de confinement effectivement disponible.

Suites données par l'exploitant

Par courriel du 01/08/2024, l'exploitant a indiqué :

- qu'une fiche d'instruction avait été créée dans le système qualité et mise à disposition au niveau d'un classeur identifié au poste de garde . L'exploitant a transmis cette fiche instruction « Contrôle mensuel du bassin de rétention » (référéncée FI/S/RAISMES/S/ENV/001) datée du 15/07/2024 associée à une fiche d'enregistrement de la vérification mensuelle (référéncée ENR/S/RAISMES/S/ENV/001).

Constats de la présente visite d'inspection du 04/12/2025

En complément, l'exploitant a présenté la fiche instruction « Fermeture d'urgence du bassin de rétention » (référéncée FI/S/RAISMES/S/ENV/003) datée du 07/05/2025. Le confinement repose sur l'actionnement d'un bouton d'urgence présent dans l'enceinte grillagée dans laquelle se trouve le bassin qui commande la fermeture de la vanne.

La fiche d'instruction « Contrôle mensuel du bassin de rétention » fait référence à plusieurs équipements et notamment la présence de 3 vannes 1, 2, 3 qui sont localisées sur une vue aérienne du bassin et de 2 pompes (non localisées). En revanche leurs fonctionnalités exactes ne sont pas explicitées.

En séance les personnes présentes ou contactées n'ont pas été en mesure d'expliquer le principe exact du confinement sur le site et l'articulation avec les 3 vannes et les 2 pompes, en l'absence du Responsable Maintenance.

La fiche d'instruction « Fermeture d'urgence du bassin de rétention » ne fait référence qu'à une seule vanne sans préciser laquelle.

Faits avec demande d'action corrective 2 : Il est nécessaire qu'en plus des consignes écrites opérationnelles que les documents présentent le principe de gestion des eaux de ruissellement sur le site (situation normale d'exploitation) et le principe sur lequel repose la mise en confinement du site (eaux de ruissellement et eaux d'extinction incendie) en situation d'urgence qui n'est connu a priori que du Responsable Maintenance :

- fonctionnalité de chaque organe (vannes 1, 2, 3, pompes ...) ;
- position en situation normale/en situation d'urgence ;
- plan de localisation des organes sur les réseaux d'effluents ;
- schéma en coupe,

Ces éléments sont attendus dans un délai maximum de 30 jours.

La visite terrain a permis de constater la présence, au niveau du poste de garde :

- de la fiche d'instruction et celle de traçabilité pour les opérations de vérification mensuelle du dispositif de confinement (dernière vérification le 26/11/2025) ;
- de la fiche instruction « Fermeture d'urgence du bassin de rétention » ;
- des clés du portillon de l'enceinte grillagée dans laquelle se trouve le bassin et des organes de commande du confinement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. demande formulée directement dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours